

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Consultation 25S0016 - Réalisation d'examens de  
médecine nucléaire**

---

**GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan**  
4 RUE CAPITAINE DRILLIEN  
71100 CHALON SUR SAONE

## SOMMAIRE

I - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Préambule.....	3
1.2 - Objet du contrat.....	3
1.3 - Décomposition du contrat.....	3
1.4 - Type d'accord-cadre.....	3
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	3
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Protection des données à caractère personnel.....	4
5 - Durée et délais d'exécution.....	4
5.1 - Durée du contrat.....	4
5.2 - Reconduction.....	4
6 - Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
6.2 - Modalités de variation des prix.....	5
7 - Garanties financières.....	5
8 - Avance.....	5
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	5
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	5
9 - Modalités de règlement des comptes.....	5
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
9.3 - Délai global de paiement.....	6
9.4 - Paiement des cotraitants.....	6
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	6
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
11 - Développement durable.....	7
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	7
13 - Pénalités.....	7
13.1 - Pénalités de retard.....	7
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	7
14 - Assurances.....	7
15 - Résiliation du contrat.....	7
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	7
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	8
16 - Règlement des litiges et langues.....	8
17 - Dérogations.....	8

# I - Dispositions générales du contrat

## I.1 - Préambule

Le CH Chalon sur Saône - William Morey, établissement support du GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan, ci-après dénommé « pouvoir adjudicateur », assure la responsabilité de la fonction achats pour le compte des établissements parties du GHT suivants :

- Centre Hospitalier de Montceau les Mines : BP 189 - 71300 MONTCEAU LES MINES
- Centre Hospitalier d'Autun : 7 bis rue de Parpas - 71400 AUTUN
- Centre Hospitalier de Chagny : 16 rue de la Boutière - 71150 CHAGNY
- Centre Hospitalier de la Bresse Louhannaise : 350 avenue Fernand Point - 71500 LOUHANS
- Etablissement Public de Santé Mentale 71 : 55 rue Auguste Champion - 71100 SEVREY
- Centre Hospitalier de La Guiche :
  - Site de la Guiche : Le Rompoix - 71220 LA GUICHE
  - Site du Mont Saint Vincent (EHPAD) : Place du Château - 71300 MONT SAINT VINCENT
- EHPAD Les Marronniers : Place Claude Burgat - 71320 TOULON SUR ARROUX
- EHPAD Fougerolles : 13 rue Grillot - 71360 EPINAC
- EHPAD Myosotis : Route de Chalencey - 71490 COUCHES

Adresse du Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey : 4 rue Capitaine Drillien - 71100 CHALON SUR SAONE

Le CH Chalon sur Saône - William Morey assure la mise en œuvre des consultations au niveau territorial ou via des opérateurs nationaux / régionaux.

L'exécution des marchés est réalisée par chaque établissement membre du GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan.

Le présent marché concerne l'ensemble des établissements du GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan susvisés (établissement support inclus).

## I.2 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la réalisation d'examens de médecine nucléaire.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par les établissements du GHT.

## I.3 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lots	Désignation
01	Scintigraphie conventionnelle
02	Tep Scan

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## I.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## I.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par les établissements du GHT au fur et à mesure de leurs besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'adhérent du groupement de commandes peuvent être honorés par le titulaire.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels
- L'offre technique et financière du titulaire

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les modalités relatives à la clause RGPD sont indiquées à l'annexe I du présent CCAP.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026. Dans l'éventualité où le marché serait notifié après le 1<sup>er</sup> juillet, celui-ci ne pourra débuter qu'à compter de la date de notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par les établissements du GHT dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **5.2 - Reconduction**

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de reconductions est fixé à 3, d'une durée de 12 mois chacune, soit jusqu'au 30 juin 2029 au plus tard.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix révisables à la hausse comme à la baisse.

La révision des prix intervient à chaque évolution des tarifs conventionnels de remboursement de la cotation prévue par la nomenclature de la sécurité sociale. Le titulaire informe, par courrier avec accusé de réception, le pouvoir adjudicateur de ces ajustements des prix dès qu'il en a connaissance.

La date à prendre en considération pour le calcul de l'ajustement des prix est, conformément à l'article 10.2.1 du CCAG-FCS, le jour de réalisation de l'acte.

## 7 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Conformément à l'article L.2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

CH Chalon sur Saône - William Morey

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26710076600109

- Code service : SASERV

Autres établissements : prendre contact avec les établissements concernés afin de connaître leurs codes services.

## 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours pour les établissements publics de santé / 30 jours pour les établissements médico-sociaux à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

# 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Adresse d'exécution :

Les prestations doivent être effectuées sur le/les site(s) du titulaire.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

## **I 1 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## **I 2 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **I 3 - Pénalités**

### **I 3.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard commencent à courir sous réserve des stipulations prévues à l'article 5.1 du présent CCAP, et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, lorsque la date et/ou le délai d'intervention définis à l'article 7 du CCTP est dépassée.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = PJ * R$$

P = le montant de la pénalité

PJ = la pénalité journalière est de 100 euros

R = le nombre de jours calendaires de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **I 3.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **I 4 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **I 5 - Résiliation du contrat**

### **I 5.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou

D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **I 5.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **I 6 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **I 7 - Dérogations**

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services